

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 décembre 2015

PLF POUR 2016 - (N° 3308)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 125

présenté par  
M. Pupponi  
-----

**ARTICLE 3 TER A**

I. – Après l’alinéa 3, insérer les trois alinéas suivants :

« I *bis*. – Le même article 278 *sexies* est complété par un V ainsi rédigé :

« V. – Les livraisons de logements répondant aux conditions fixées à l’article 279-0 *bis* A lorsque ces logements sont entièrement situés, à la date du dépôt de la demande de permis de construire, dans les quartiers faisant l’objet d’une convention prévue à l’article 10 de la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d’orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, ou entièrement situées à moins de 300 mètres de ces derniers.

« I *ter*. – Le premier alinéa de l’article 279-0 *bis* A du même code est complété par les mots : « sous réserve de l’application des dispositions prévues au V de l’article 278 *sexies* du présent code ».

II. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« III. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à appliquer les conclusions du Comité interministériel à l’égalité et à la citoyenneté (CIEC) du 6 mars 2015. Lors de cette réunion, le Gouvernement s’est engagé à favoriser une meilleure répartition du parc social sur le territoire et a annoncé un certain nombre de mesures pour favoriser la mixité sociale, notamment par l’encouragement de l’accession à la propriété et le développement du logement intermédiaire. La réduction du taux de TVA a pour objectif d’encourager la construction de logements intermédiaires dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cet amendement pourrait concerner environ 2 000 logements avec un impact budgétaire estimé à environ 10,5 millions d'euros.